

MASOOD AHMED

Président du Center for Global Development, ancien directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI

Jean-Claude Trichet, président de la Commission trilatérale pour l'Europe, ancien président de la BCE

Je me tourne à présent vers le premier orateur. Masood, c'est à vous.

Masood Ahmed

Le processus de mondialisation et sa gestion vont devenir plus compliqués dans les années à venir. Nous pouvons penser ce problème par cinq forces différentes qui ne vont pas forcément dans la même direction et qui doivent être gérées et équilibrées.

La première est l'économie. La théorie de l'avantage comparatif n'a pas disparu. Il est toujours intéressant pour les entreprises d'organiser une chaîne logistique mondiale qui leur permet d'être efficaces et de produire au plus bas coût possible. La technologie et le commerce ont évolué et incluent maintenant les services, donc le même type de mondialisation se produit dans la finance et dans d'autres domaines. On a également investi des sommes énormes dans les chaînes logistiques mondiales donc il serait très difficile de les démanteler, même s'il y avait une volonté politique dans ce sens. Par conséquent, l'économie va pousser dans cette direction.

La deuxième force motrice sont les changements démographiques. Il y a eu de nombreuses discussions en Europe récemment concernant le manque de main d'œuvre dans le transport routier et le blocage de livraison de produits essentiels qui en découle. Le manque de main d'œuvre va se généraliser en Europe dans les décennies à venir car la population active diminue. Dans le même temps, dans d'autres points du globe, notamment en Afrique, la population active et générale est en pleine croissance. La population africaine va doubler et continuer de croître d'ici la fin du siècle. En plus de cela, les conflits et la dégradation environnementale vont déclencher d'importants mouvements migratoires sur le globe. Par conséquent, la démographie va générer de nombreuses vagues migratoires dans le monde entier, et nous sommes très mal équipés pour gérer ce phénomène. Nos systèmes ne sont pas adaptés pour répondre aux mouvements humains. Nous avons développé d'importantes capacités de gestion des mouvements de marchandises, un peu moins les mouvements de services, mais pas du tout les mouvements humains.

Cependant, face à cette poussée, un autre objectif politique nous encourage à mondialiser encore plus : l'importance grandissante des biens publics mondiaux. Nous sommes de plus en plus prêts à admettre que les problèmes auxquels nous sommes confrontés nécessitent une coordination mondiale. La pandémie, bien évidemment, et de façon de plus en plus claire,

le changement climatique. Cependant, au-delà de ça, il faut penser à la résistance aux antimicrobiens, aux lois sur l'usage de l'intelligence artificielle, au cyber terrorisme, au terrorisme biologique. Toutes ces problématiques nécessitent des règles qui devront absolument avoir une portée mondiale, ou au moins couvrir une grande partie de la communauté mondiale.

Dans le même temps, il faut admettre les difficultés que nous connaissons aujourd'hui à construire une réponse mondiale efficace même pour la pandémie. Cela nous montre qu'il y a d'autres forces en jeu qui nous empêchent de répondre à poussées vers la coordination mondiale, à savoir les réactions populistes, qu'elles soient de droite ou de gauche. Bien qu'ils soient issus de valeurs très différentes et que leur vision de la société soit différente, certains des problèmes qui sous-tendent ces réactions sont similaires. Il y a l'inégalité, le sentiment que les lois ne profitent pas à tous, et que certaines personnes sont laissées pour compte. C'est un sentiment résiduel de la crise financière, et je pense que les populations ne sont pas encore remises du choc de 2008. J'ajouterai qu'il y a aussi une impression de ne plus avoir de contrôle sur son destin, que les vies individuelles sont dirigées par un groupe abstrait de gens ou par une institution dans laquelle la population ne se reconnaît pas. Ce sentiment entraîne une envie de reprendre le contrôle, une envie encouragée par les slogans de toutes parts qui exhortent à se placer en priorité et à être proactif. Bien sûr, on sait que ces tentatives de reprise de contrôle relèvent plus de la rhétorique que de la réalité, mais la rhétorique a son importance.

La dernière force en présence est la montée du conflit entre les États-Unis et la Chine. Depuis Washington, il est très difficile d'échapper à ce conflit tant il s'infiltré partout dans la politique et complique la coopération. Pour vous donner un exemple, quand la Maison-Blanche a organisé un sommet mondial sur le Covid-19 avec 100 pays et partenaires, la Chine, le plus gros producteur de vaccin, n'était pas présente. Autre exemple, Wang Yi, le ministre des Affaires étrangères chinois, répondant à la demande de John Kerry de coopérer sur le climat, a déclaré « Les États-Unis espèrent que le sujet du climat peut être une oasis dans les relations avec la Chine, mais si une oasis est au milieu du désert, elle finira par se désertifier à un moment ou à un autre ». La grande question est de savoir comment obtenir une coordination et une coopération efficaces quand les deux plus grandes économies s'affrontent tellement que cet effort de coordination et de coopération s'en trouve élaboussé ?

Où cela nous mène-t-il ? Nous devons reconnaître que la gestion de la mondialisation n'est pas seulement une question d'économie et de finance indépendamment de tout le reste. C'est une question qui doit être intégrée à des réflexions nationales et internationales sur la réalité politique et la sécurité. Essayer de rassembler tous ces aspects rendra le processus bien plus compliqué et demandera un engagement total des gouvernements dans la gestion d'éléments de mondialisation qui, jusqu'à maintenant, étaient gérés en partie par le gouvernement et en grande partie par le secteur privé.

Jean-Claude Trichet

Merci beaucoup Masood. C'était très clair et j'ai aimé le fait que vous insistiez sur les biens publics mondiaux que nous devons préserver et sur le fait que la gouvernance mondiale est de plus en plus complexe, en particulier avec l'élément politique qui s'invite dans l'équation.